

Communiqué de presse

Le combat continue pour les assistantes sociales du personnel de Nantes Métropole !!

Depuis décembre 2022, les cinq assistantes de service social du personnel de Nantes Métropole sont mobilisées en vue d'obtenir l'attribution du Complément de Traitement Indiciaire (CTI) 241.22€ brut mensuel, dans le cadre du décret n°2022-1497 du 30 novembre 2022 de la Loi de Finance Rectificative n°2022-1157 du 16 août 2022.

L'esprit de la loi est de valoriser les métiers de l'accompagnement social, Nantes Métropole, contrairement à d'autres collectivités de taille similaire telles que Métropole Grand Lyon, Métropole Nice Côte d'Azur, Ville de Vénissieux, le Département Loire Atlantique, a fait le choix d'en exclure les professionnelles du Service Social du Personnel.

Par cette décision, Nantes Métropole crée une iniquité de traitement entre les professionnel.le.s du social du CCAS de Nantes, de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole. Par cette exclusion, Nantes Métropole ne respecte pas son engagement en faveur de l'Égalité Homme Femme et n'œuvre pas pour la mobilité professionnelle et l'attractivité de la collectivité.

Ces professionnelles revendiquent la reconnaissance de leur travail, la prise en considération de la situation des agents qu'elles accompagnent.

Ces professionnelles sont membres du secteur social à part entière et se sentent actuellement entièrement à part.

Ces professionnelles sont toujours en colère. La décision de l'employeur reste inacceptable pour les assistantes de service social du personnel.

Il est urgent que cette injustice soit réparée ! Les assistantes de service social du personnel demandent l'octroi du CTI aux futur.e.s élu.e.s.